



CDN des 17 et 18 janvier 2019

Déclaration introductive aux débats

Bonjour à toutes et tous ! Heureux de vous retrouver en cette nouvelle année qui sera celle que j'espère d'avancées pour notre discipline, l'EPS, le Sport, nos métiers, nos conditions de travail... C'est en tout cas le but du travail que nous faisons et que nous continuerons de faire tous ensemble contre vents et marées... Au-delà de vous-même c'est à l'ensemble du SNEP, de ses militants, de ses adhérents que je souhaite que cette année soit une année de luttes victorieuse. Enfin, parce que sans militant au top on ne serait rien, je vous souhaite à vous et à tous ceux qui vous entourent une bonne et heureuse année avec une santé et un mental de fer ! On en aura bien besoin !

Depuis notre dernier CDN d'octobre, chacun-e peut mesurer que l'actualité économique, sociale et politique a été très riche. Et comme à chaque jour ou presque nous avons une « nouveauté », il n'est pas possible de dresser un tableau exhaustif. Mon introduction à nos travaux et à nos réflexions relève donc d'un choix et choisir, c'est renoncer... On aurait pu parler du Brexit et des derniers rebondissements, de la situation des chômeurs dont on renforce encore le contrôle, de la situation du travail qu'on ne met plus en scène (en cassant le thermomètre, la température semble diminuer), de la montée des extrémismes en Europe et dans le monde, des rebondissements incessants de l'affaire Benalla, de l'arrivée en justice de Fillon qui ne risque pas de redorer l'image de nos politiques... et bien d'autres sujets encore. On va donc se centrer sur l'actualité récente.

La situation est fortement marquée depuis notre dernier CDN par le mouvement social initié par les Gilets Jaunes qui perdure depuis le 17 novembre 2018. Déclenché initialement par les hausses de la fiscalité sur les carburants, il s'est étendu sur des revendications plus globales posant les questions de pouvoir d'achat, de justice fiscale, de justice sociale et dernièrement sur une revendication portant sur le référendum d'initiative citoyenne visant, dans un contexte d'interrogation forte sur le système représentatif, à redonner une parole et un pouvoir au peuple. Ce mouvement hétéroclite dans sa composition et hétérogène dans ses revendications a, dès le départ, et ça s'est amplifié depuis, posé d'énormes difficultés au gouvernement et l'a fragilisé non dans sa capacité politique puisqu'il détient toujours toutes les clefs de l'appareil du pouvoir mais dans sa base militante ou sympathisante qui s'effrite, dans la confiance qui lui est accordée, dans la fragilisation de ses élus en prise directe avec la population, dans sa capacité à proposer des réponses adaptées enfermée qu'il est dans une orientation libérale prédéfinie et en accord avec celles et ceux qui l'ont porté au pouvoir et que la moindre ouverture, quelle qu'elle soit mettrait à mal. La nature même du mouvement, partant et s'organisant par les réseaux sociaux, sans leader déclaré, sans représentant institué met le gouvernement dans une posture intenable pour lui, dans un face à face direct qu'il est dans l'incapacité de gérer parce qu'il ne sait pas faire... Après avoir conspué et mis de côté tous les corps intermédiaires, Macron qui centralise tous les pouvoirs se retrouve isolé, sans possibilité de dialogue, de concertation, de négociation.

Ce mouvement, bénéficiant d'un fort soutien populaire, le gouvernement se devait, pour sortir de l'impasse dans laquelle il se trouvait, de casser cette dynamique. Pour cela il a surfé avec des relais médiatiques traitant peu du fond, et surfe toujours sur les travers, les contradictions apparentes des revendications, les violences, les actes xénophobes, racistes, sexistes, le coût économique, les tentatives de récupérations politiques... La réponse sécuritaire très forte vise à entretenir, à engendrer encore plus de violences pour discréditer le mouvement. Les propos provocateurs de Macron vont également dans ce sens et, au lieu de jouer le rôle qui devrait être le sien de créateur de lien social, de rassembleur, il clive et distribue bons points et mauvais points comme dernièrement encore devant les maires quand il conspu les pauvres qu'il faudrait responsabiliser parce qu'il " y en a qui font bien et il y en a qui



déconnet".. De ce point de vue, l'adaptabilité des Gilets Jaunes lors de la neuvième journée est à remarquer. Après le mouvement des femmes gilets jaunes pour des mobilisations non violentes, la dernière journée s'est montrée plus large que la dernière mais aussi plus calme ayant compris qu'il en allait de leur intérêt de conserver un fort soutien de la population qui avait un peu tendance à s'effriter notamment chez les classes moyennes. Cette propension du gouvernement au tout sécuritaire trouve un écho dans un projet de loi « anti casseur » qui devrait être discuté début février et qui est sorti tout droit des délires de la droite (Retailleau). Cette loi ne serait ni plus ni moins que l'expression législative des dérives que l'on observe déjà à savoir une répression sans délit, des gardes à vue préventives (arrestation de personnes arborant un gilet jaune et relâchées dans la soirée sans aucune mise en cause dès la fin des manifs). Il s'agit ni plus ni moins d'une volonté manifeste d'entrave au droit de manifester. Impossibilité d'avoir le visage couvert, renforcement des pouvoirs du préfet, arrestations préventives... sont à l'ordre du jour...

Toute forme de violence est, à mes yeux, inacceptable et on ne peut excuser les exactions, les violences qu'elles viennent du mouvement ou des forces de l'ordre. Pour autant, dire cela et mettre dos à dos certains casseurs et les forces de police a trop tendance à exonérer la violence première qui est une des mères de toutes les autres : la violence sociale. Violence générée par des politiques asociales, des politiques de tri, de ségrégation et de mesures injustes. Pendant qu'explose une crise sociale multiforme, dont les racines sont profondes et qu'on met en exergue les impacts économiques de cette dernière, on apprend que les entreprises du CAC 40 continuent de se gaver et de gaver leurs actionnaires. 94,3 milliards de bénéficiaires en 2017, 57 milliards de dividendes distribués en 2018 soit 13% d'augmentation en un an et +62% en 10 ans (c'est plus que le budget de l'Education nationale). Ajouté à la suppression de l'ISF, au CICE doublé cette année, à l'exit tax, à la flat tax et compagnie, la réalité des politiques économiques de Macron saute aux yeux de tous les français qui voient, pour leur part, les augmentations qui grèvent toujours un peu plus leur pouvoir d'achat (carburants, CSG, biens de consommation divers...). Le prélèvement de l'impôt à la source ne fera que renforcer un sentiment déjà bien profond de perte de pouvoir d'achat.

Sans m'étendre plus avant sur ce mouvement qui a donné lieu à nombre de tribunes et d'analyses dont on peut se référer et qui donne à voir quand même la complexité et l'hétérogénéité de ce mouvement, un dernier mot pour dire que le Conseil Economique, Social et Environnemental s'est emparé du mouvement pour permettre l'expression des citoyens. Cette première consultation a été l'occasion d'un trolling très important de la manif pour tous et de tous les réactionnaires. On voit bien les groupes, les lobbys à l'œuvre en sous-marins pour « profiter » de l'élan et des ouvertures permis par le mouvement des gilets jaunes.

Suite aux non-réponses de Macron qui ont été très vite décodées et non pas permis d'éteindre l'incendie, le gouvernement a décidé de l'ouverture d'un grand débat national pour libérer la parole de chacun. La lettre adressée par Macron dans ce cadre est toutefois le révélateur d'une volonté de ne rien changer de sa ligne politique et de son projet global de réformes puisqu'il écrit qu'il ne serait question de revenir sur des décisions prises... sous-entendu, pas question, par exemple, de revenir sur la suppression de l'ISF et tous les cadeaux fiscaux fait aux plus riches mais, au contraire, guidant les débats, il ouvre la possibilité de baisses d'impôts en contrepartie de baisses dans la dépense publique donc des suppressions de services, une dégradation des services publics... Toute sa lettre est un peu construite sur ce mode, dirigeant quelque part les débats vers la sortie qu'il souhaiterait ou qui nourrirait les réformes qu'il envisage. Par ailleurs, il faut bien mesurer que ce grand débat se fera dans un contexte où toutes les autres réformes envisagées vont continuer leur chemin... Je pense notamment à la réforme des retraites, la réforme territoriale avec pour nous la question épineuse de la fusion des académies, la FDE etc... Sans



garantie aucune sur les issues politiques qui pourraient être données au débat, il s'agit là d'une organisation cathartique misant sur le fait que l'expression permettrait l'accalmie. Sur cette question du grand débat des questions m'ont été posées sur la participation du SNEP. Le grand débat est un débat citoyen. Les organisations syndicales ne sont pas invitées à s'y exprimer. Pour autant, il nous faut réfléchir à une expression et c'est ce que nous avons arrêté en FSU : réponse publique à la lettre de Macron, projet de contribution au débat envoyé aux parlementaires et au gouvernement, organisation, là où c'est possible de débats parallèles... En clair jouer le dedans dehors pour que nous disions aussi ce que nous avons à dire et pour porter nos revendications pour la justice sociale, la justice fiscale, la transition écologique, la Fonction publique et les services publics.

Cette dynamique Gilets Jaunes et de l'hashtag « pasdevagues » a mis en avant des possibles en termes de construction de mouvement et de manière de porter différemment des revendications. Un collectif d'enseignants s'en est emparé : les stylos rouges. Dotés actuellement de 64 000 membres sur Facebook, ce groupe continue à prendre de l'ampleur et a construit un manifeste en évolution. Si ce mouvement peut rappeler dans la forme celui des Gilets jaunes, il diffère assez nettement dans le fait qu'il ne s'oppose pas au syndicalisme mais se veut une organisation qui, par des modalités différentes de l'action syndicale, veut faire entendre la voix des enseignants en sortant de clivages qu'on peut connaître et en essayant de construire des mobilisations qui seraient complémentaires. La très grande majorité des revendications portées par les stylos rouges sont identiques à celles portées par notre syndicalisme depuis un moment déjà. Comme dans tout collectif, il y a bien sûr des propos dissonants, des revendications « ubuesques » et des modalités d'action surprenantes mais l'essentiel porte sur les questions de pouvoirs d'achat, les conditions de travail, la reconnaissance de nos métiers. Comme j'ai pu l'écrire, ce mouvement présente l'intérêt majeur de faire dialoguer les enseignants, de faire partager leurs préoccupations et quelque part peut jouer le jeu d'une forme d'éducation populaire auprès de personnes parfois éloignées du syndicalisme ou qui en ont une vision déformée faite de représentations et d'idées préconçues. Dans l'état de leur structuration, ils provoquent maintenant des AG dans les territoires pour envisager les actions à mener pour être mieux entendu et plus visible. A l'instar des Gilets Jaunes, une première difficulté les percute : qui représente le mouvement ? Qui dialoguera avec le gouvernement en cas de besoin ? Les AG font ressortir une seconde difficulté : quelles actions proposer ? Comment les organiser ? A quel titre ? Avec quels moyens ? Le recours aux syndicats a dès lors paru comme une évidence pour eux et un dialogue s'installe dans les académies et au niveau national pour certaines organisations pour construire des perspectives communes quand c'est possible.

Ces formes nouvelles dans leurs constructions et dans leur médiatisation qui passe par les réseaux sociaux n'est pas nouvelle sur le plan de structuration en collectifs. Pour autant cela interpelle le syndicalisme sur plusieurs plans et interroge nos modalités de fonctionnement (bien que s'agissant du SNEP-FSU, je ne suis pas sûr que les questions se posent aussi crument que chez d'autres). C'est d'abord la question de la transversalité, de l'horizontalité versus verticalité même si je pense, comme le Macronisme a pu le démontrer, que la pérennité d'un outil ne peut se passer d'une certaine forme de verticalité. Cette question pourtant essentielle s'entend complètement dans le sens où chacun veut être acteur des propositions et des décisions prises mais dans le même temps peut remettre complètement en cause le principe de représentativité C'est ensuite l'inefficacité syndicale qui est posée parce qu'incapable de gagner sur les revendications qu'il porte avec de mon point de vue l'erreur d'analyse qui consiste à dire que le syndicalisme c'est la grève et que la grève ne permet plus de gagner. Je pense que c'est une erreur d'analyse parce que c'est réducteur de l'activité syndicale et que tous les autres moments programmés (colloque, contestation DHG, bataille HS, interpellations parlementaires, pétitions, etc. pour ne citer que quelques-unes de nos actions) ne sont pas perçues comme tels mais aussi parce que c'est oublier que dans un combat il y a un adversaire et que si celui-ci refuse de plier, rien ne l'y contraindra sauf à penser quelque chose de vraiment exceptionnel.



Blanquer, en réponse au Stylos Rouges, emploie les mêmes ressorts que Macron et se fiche littéralement du monde en disant que lui-même avait déjà pointé les problématiques relevées par le mouvement mais qu'en plus il y répondait déjà : augmentation des salaires avec des heures supplémentaires défiscalisées, amélioration des conditions de travail par les dédoublements en primaire... En plus, suprême mépris, il déclare vouloir créer un observatoire des salaires alors que toutes les données sont disponibles depuis bien longtemps. Mépris, arrogance, mensonge éhonté quand on sait que dans le même temps PPCR a subi un report d'un an, que la valeur du point d'indice est gelée pour la deuxième année consécutive, qu'on a une CSG en partie compensée jusqu'en 2020, que les primes promises ne sont à destination que de quelques-uns, que les heures supplémentaires vont inévitablement et considérablement détériorer les conditions de travail tout comme les milliers de suppressions de postes (et je ne parle pas de la manipulation insupportable qui consiste à masquer les suppressions de postes par l'injection de 2085 ETP en HS)... Ce faisant, Blanquer n'essaie pas vraiment de persuader les enseignants qu'ils s'occupent d'eux (on préférerait d'ailleurs qu'il nous lâche) mais joue surtout à l'externe pour faire croire à l'opinion publique que les choses s'améliorent dans l'Education.

D'autres sujets en cette rentrée sont aussi sur la table à l'occasion du mouvement social, de la mobilisation et de la répression du mouvement lycéen en décembre. Dans la veine de la loi anti casseur, notre ministre envisage la suppression des allocations aux familles dont les élèves auraient été ciblés comme violents voire manifestants mais aussi à verrouiller la parole et l'expression publique des enseignants. L'article 1 de la loi sur l'école de la confiance poursuit cet objectif à rebours du statut général de la Fonction publique qui garanti au fonctionnaire sa qualité pleine et entière de citoyen et sa capacité d'expression : "par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement du lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'éducation. Ce lien implique également le respect des élèves et de leur famille à l'égard de l'institution scolaire et de l'ensemble de ses personnels". Le ministre a d'ores et déjà annoncé qu'il reverrait cet article pour qu'il soit « sans ambiguïté » semblant dire par là qu'il y aurait une erreur d'interprétation et que ces propos auraient été mal compris... Faut-il penser que Blanquer, titulaire d'un DEA de droit public aurait maladroitement écrit les choses... On peut largement en douter notamment après la mise en cause d'une enseignante de Dijon qui avait écrit un pamphlet moquant et critiquant Macron et les consignes données dans l'académie d'Aix Marseille pour interdire les réunions d'information entre les enseignants et les parents d'élèves sur la réforme du lycée...

Sans aller plus loin parce qu'il y aurait encore beaucoup à dire la question se pose : « et le syndicalisme dans tout ça ? ». Je dirai que je trouve le syndicalisme bien mal en point dans des logiques incompréhensibles et mortifères. On aurait pu penser les jeux intersyndicaux terminés avec la fin des élections professionnelles mais force est de constater que ce n'est pas le cas. La Fonction publique, les services publics sont plus que jamais dans l'œil du cyclone et jamais les risques n'ont été aussi grand. Pour autant, l'intersyndicale Fonction Publique ne parvient pas à juger nécessaire une action forte, déterminée et unitaire dans la période... incompréhensible ! On entend ici et là qu'une mobilisation de la Fonction publique ne fait pas « peur » au gouvernement parce qu'elle ne bloque pas l'économie et ne provoque pas de gêne. Pour ma part je suis en désaccord et ce qui n'est pas gênant c'est la faiblesse des mobilisations. Imaginons 5 minutes l'arrêt en France de l'ensemble des services publics. Serait-ce sans impact ? On assisterait à un shutdown à la Française qui bloquerait et donnerait à voir la réalité et la nécessité de la Fonction Publique et des Services Publics... Mais je suis un doux rêveur...

L'interprofessionnelle se trouve dans une dynamique ou plutôt une contre dynamique similaire. La contestation est présente dans le pays, l'envie d'une autre politique s'exprime tous les jours, de multiples questions sont posées et nécessitent un fort engagement et pour autant, on a le sentiment de rester l'arme au pied. Des stratégies d'appareils sont probablement à l'œuvre, les uns dits réformistes espérant



tirer les marrons du feu et de redevenir des interlocuteurs du pouvoir, la CGT voulant absolument faire front commun avec FO qui du coup fixe le tempo et continue à agir seul, la FSU qui tente toujours de construire du commun mais qui parvient très difficilement à avoir l'unité... Bref, le marasme, l'inaction perdue pour qui regarde de loin et attend que des fronts communs puissent se dessiner pour espérer un changement de cap. Pour résumer à grand trait l'interpro qui s'est tenue hier, après un constat et une analyse convergente de tous, FO dit qu'il n'a pas de mandat et a une commission exécutive le 24 (dans le même temps il lance une action seul sur la FP), la CGT qui dit ne plus pouvoir attendre lance une action le 5 février sans interroger ou attendre la réponse des autres, Solidaire qui a un mandat d'action interpro découvre en séance le 5... La FSU aura à se prononcer lors du CDN de la semaine prochaine...

Face à l'ampleur des réformes éducatives, lycée, lycée professionnel, baccalauréat, suppression de postes, imposition d'une deuxième heure supplémentaire et pour nous au sort fait à l'Education Physique et Sportive, l'intersyndicale a été plus réactive. Quand je parle d'intersyndicale, il faut bien voir que l'UNSA n'était pas invitée, que le SGEN CFDT ne l'était pas non plus, que FO a joué son jeu traditionnel d'amendements en quête des raisons qui feraient qu'il ne pourrait pas signer (raisons qu'il ont trouvé en invoquant le fait qu'il s'agissait uniquement du second degré et non de l'Educ avec primaire et supérieur). Cette intersyndicale a construit un plan d'action dont vous avez été destinataire avec en gros deux temps forts le 17 et le 24. L'analyse du rejet de la grève comme forme d'action pour agréger le plus grand nombre en préférant une manifestation nationale n'était partagée par personne, ce qui n'est pas surprenant compte tenu des modes de fonctionnement des autres organisations syndicales. Pour autant cette perspective reste ouverte (mandat du CN du SNES hier) dans un second temps mais les résultats du 24 seront déterminants pour l'envisager. Dans ce plan a minima nous avons ici tout à construire. Que proposer à nos collègues pour les entraîner dans la lutte ? Comment faire prendre conscience de l'importance de la grève du 24 tout en expliquant que ce n'est là qu'un point d'étape jalonnant un plan qui doit perdurer et qu'il nous faudra faire vivre même durant la période de vacances... Bref pas mal de pain sur la planche lors de ce CDN.

Enfin, je ne peux terminer ce tour d'horizon très rapide sans évoquer quelque chose de particulier qu'il nous faudra partager et analyser finement. Vous l'avez compris ou pas... mais je tiens à vous féliciter toutes et tous, ainsi que tous les militants du SNEP à travers vous pour votre engagement, votre pugnacité, votre volontarisme et votre enthousiasme. Toutes ces qualités, au service des valeurs et principes que nous défendons ont permis au SNEP-FSU d'obtenir des résultats exceptionnels lors des élections professionnelles. Bon, je pourrais faire la fine bouche en disant qu'aucun des objectifs que j'avais fixé n'ont été atteints. Nous ne sommes pas à 60% de participation, nous ne sommes pas à 90% des voix mais au-delà de cette blague et compte tenu des conditions chaotiques de vote, je pense qu'aucun d'entre nous n'aurait parié sur ce final. Vous ne pouvez pas savoir le plaisir incommensurable pour Polo et moi d'observer les réactions du SE-UNSA et du SNALC lors du dépouillement de la CAPN. Nous aurons l'occasion d'en reparler dans ce CDN et surtout le plaisir de fêter ça tous ensemble même si, je vous prie de m'en excuser par avance, je serai peut-être un peu en retard puisque ce soir je dois aller voir Jean mimi pour lui causer pondération et enseignement de spécialité.

Le débat qu'il nous faudrait avoir et que nous continuerons ce soir doivent porter sur l'action. Si nous connaissons la réalité sociale du moment, la traduction de cette dernière est différente sur chacun des territoires. Il faut que nous ayons un premier temps de partage sur l'analyse de la situation rapporté au local et à ce que vous vivez.

Le second point qu'il nous faut traiter c'est quid des enseignants d'EPS ? des enseignants tout court ? Où en sont-ils dans la période ? Quels palpeurs ? Aller au contact pour les questionner et les faire participer de la construction de la mobilisation est, pour moi, quelque chose d'essentiel qu'ont initié certaines académies et c'est très bien...



La troisième question a plus trait aux formes d'action. Qu'est ce qui, selon vous, serait porteur et pourrait entraîner le plus grand nombre ? L'ensemble de ces éléments nous permettrait de dresser les lignes d'un plan d'action réalisable, vivifiant, original... dès le débat de ce soir.